

**Assemblée générale**

Distr. générale
8 janvier 2015
Français
Original : espagnol

Soixante-neuvième session

Point 44 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)**Lettre datée du 3 janvier 2015, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué de presse publié aujourd'hui par le Gouvernement de la République argentine, à l'occasion de ce nouvel anniversaire de l'occupation illégitime des îles Malvinas par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, intitulé « Question des îles Falkland (Malvinas) ».

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) María Cristina **Perceval**



**Annexe à la lettre datée du 3 janvier 2015 adressée
au Secrétaire général par la Représentante permanente
de l'Argentine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

[Original : anglais et espagnol]

Communiqué de presse

Le 3 janvier 1833, les îles Malvinas ont été occupées par les forces britanniques qui ont expulsé la population et les autorités argentines qui y résidaient légalement et les ont remplacées par des sujets de la puissance occupante. La République argentine a immédiatement protesté contre ce coup de force illégitime qu'elle n'a approuvé à aucun moment.

Le Gouvernement argentin réaffirme une fois de plus les droits souverains imprescriptibles de la République argentine sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud ainsi que sur les zones maritimes environnantes, qui font partie intégrante du territoire national argentin.

L'occupation coloniale britannique illégitime qui dure depuis 182 ans déjà est aggravée par les actes de provocation et de défi du Royaume-Uni qui refuse de reprendre les négociations relatives à la souveraineté, comme il est recommandé dans le mandat en vigueur établi par les Nations Unies dans la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale et entériné dans neuf résolutions subséquentes, ainsi que dans plus de 30 résolutions de son Comité spécial de la décolonisation. Ce mandat a depuis été réaffirmé par plusieurs instances régionales et birégionales.

Tandis que l'occupation illégale de cette partie du territoire argentin se poursuit, le Royaume-Uni continue ses activités unilatérales de prospection et d'exploitation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables dans les zones maritimes argentines illégalement occupées. Cette situation, assortie d'une présence militaire britannique continue et croissante dans l'Atlantique Sud, a suscité des réactions de préoccupation et de réprobation dans la région et au-delà.

Notre région a unanimement rejeté la présence militaire britannique dans l'Atlantique Sud. De même, des préoccupations ont été exprimées au sujet des activités unilatérales susmentionnées, à travers plusieurs déclarations faites lors de réunions au sommet de chefs d'États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et d'États associés, de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR) et de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), ainsi qu'au Sommet ibéro-américain. D'autres régions ont également exprimé leur soutien à la reprise de négociations, comme par exemple au Sommet Amérique du Sud-pays arabes et au Sommet Amérique du Sud-Afrique.

Plus récemment, l'Organisation latino-américaine de l'énergie et le Groupe des 77 et la Chine ont expressément reconnu le droit de la République argentine à engager une action en justice, en tout respect du droit international et des résolutions pertinentes, contre les activités non autorisées de prospection et d'exploitation d'hydrocarbures, dans son espace maritime, notamment sur son plateau continental.

L'Argentine rappelle que l'année 2015 marquera le cinquantième anniversaire de la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale, qui est la première résolution portant spécifiquement sur la question des îles Malvinas. Reconnaissant l'existence d'un différend de souveraineté, elle exhorte les deux parties concernées à rechercher un règlement par la voie de négociations, en tenant compte des intérêts des habitants des îles.

Ainsi que le Royaume-Uni l'a déclaré en 1966 au début des négociations bilatérales sur la souveraineté sur les îles, qui ont duré près de 20 ans, la République argentine demeure prête à régler le différend de façon pacifique et durable, dans le même esprit constructif que celui qui a régné durant les années pendant lesquelles les deux pays ont envisagé plusieurs formules pour parvenir à un règlement conforme à la résolution adoptée il y a 50 ans.

L'Argentine accueille avec une grande satisfaction la pleine validité du mandat établi par les Nations Unies et saisit cette occasion pour remercier la communauté internationale pour ses nombreux témoignages de soutien. Elle renouvelle aussi son ferme engagement à régler le différend par la voie pacifique et à respecter le droit international et le multilatéralisme.

Le Gouvernement argentin rappelle une fois encore, à l'occasion du 182^e anniversaire de l'usurpation commise par le Gouvernement britannique, qu'il reste sincèrement disposé à reprendre les négociations bilatérales avec le Royaume-Uni, comme le réclame la communauté internationale, afin de trouver une solution pacifique et définitive au différend de souveraineté et de mettre fin ainsi à une situation anachronique incompatible avec l'évolution du monde moderne postcolonial.
